

Chapitre 5/Chapter 5

La guerre du Kosovo et la mondialisation/The Kosovo War and Globalization

par Diana Johnstone
(Paris-based writer,
and author of *Fools' Crusade: Yugoslavia, NATO and Western Delusions*)
© copyright 2003
All Rights Reserved

Version française

1 - Protester contre l'OMC, mais pas contre la guerre de l'OTAN.

Les manifestations de Seattle en décembre 1999 contre l'Organisation Mondiale du Commerce ont révélé l'émergence d'un important et nouveau mouvement populaire contre la "globalisation". Ce qui est étrange, c'est que quelques mois auparavant, lorsque l'OTAN avait violé la loi internationale pour bombarder unilatéralement la Yougoslavie, il n'y eut pas de manifestations aussi spectaculaires. En fait, ce qui fut remarquable, c'est la faiblesse des protestations, qui furent plus faibles que lors de la guerre du Golfe, laquelle avait au moins une base légale. Pourtant l'attaque de l'OTAN contre la Yougoslavie était précisément une partie intégrante de la globalisation forcée à laquelle on s'est opposé à Seattle. Et cela semble avoir échappé à beaucoup de militants anti-globalisation. La seule explication est sans doute que la gauche a été largement induite en confusion par l'affirmation que la guerre du Kosovo était faite au nom des "droits de l'homme". Une partie de la gauche radicale soutenait même l'UÇK au nom du "droit à l'auto-détermination".

2 - Les droits de l'homme et l'autodétermination comme justifications de la guerre.

La question de savoir si les "droits de l'homme" ou "l'autodétermination" peuvent justifier la guerre doit être examinée à la fois dans des cas particuliers et par rapport à des principes généraux.

Le cas du Kosovo. Tout d'abord, même si une guerre humanitaire pouvait être justifiée dans certains cas, le Kosovo n'en était pas un. Il s'agissait là d'un conflit complexe entre un état existant, la Yougoslavie, et un mouvement irrédentiste voulant détacher une partie de son territoire, dont le Kosovo, pour instaurer une Grande Albanie. Il existe beaucoup de conflits semblables de par le monde et celui du Kosovo était loin d'être le plus violent ou le plus insoluble. Le mythe créé par les médias voulait que la crise avait commencé en 1989 lorsque "Milosevic révoqua l'autonomie du Kosovo" mais cela est une vision des faits tellement déformée qu'elle en devient fautive. Le mouvement irrédentiste et violent au Kosovo trouvait ses racines dans la Grande Albanie instaurée durant l'occupation fasciste pendant la seconde guerre mondiale et a repris en 1981, à une époque à laquelle le Kosovo jouissait de la plus grande autonomie possible et d'un gouvernement constitué d'Albanais

communistes. Ce n'était pas une révolte contre "l'oppression serbe" mais un mouvement visant à faire du Kosovo un territoire purement albanais, malgré sa composition démographique mixte et ses liens historiques avec la Serbie. L'autonomie fut réduite mais pas éliminée en 1989 et la population albanaise continua à profiter des droits civiques complets, y compris l'usage de l'albanais ainsi que tous les droits politiques, mais elle choisit de boycotter massivement toutes les institutions d'Etat et de ne pas exercer les droits qui lui étaient reconnus. Ceci conduisit à une impasse, et à une séparation malsaine entre communautés ethniques --- séparation voulue par les Albanais comme premier pas vers la sécession. En fait, après les troubles en Albanie même liés à l'effondrement du "schéma pyramidal", plusieurs personnes, dont un certain nombre de dirigeants nationalistes albanais kosovars, même Adem Demaqi, considéraient que le projet de "Grande Albanie" était discrédité par le caractère ingouvernable de l'Albanie elle-même, et cherchaient à trouver une sorte de compromis, alors que le gouvernement serbe cherchait un compromis depuis au moins 1992. Mais les événements en Albanie ont eu l'effet opposé, car la population en colère en Albanie attaqua et pilla les arsenaux d'état, et inonda le Kosovo de munitions et de sécessionnistes armés.

Ce conflit, comme beaucoup d'autres conflits similaires, soulève un certain nombre de questions :

A. Premièrement, la question de l'autodétermination. est-ce que celle-ci est un "droit de l'homme" qui justifie une sécession armée contre un état existant? La réponse établie au 20^{ème} siècle dans le cadre du droit international est "non", à l'exception des colonies d'outre-mer des puissances impérialistes occidentales.

L'autodétermination de ces territoires a été acceptée en tant que libération nationale. Mais, une fois cette libération accomplie, l'interprétation du droit à l'autodétermination en termes de sécession a été rejeté, pour l'excellente raison que cela ouvrirait une boîte de Pandore entraînant des guerres sans fin. La lutte légitime pour l'autodétermination a été dès lors comprise comme une lutte pour l'égalité devant la loi, pour les droits politiques et culturels. Il faut souligner qu'au Kosovo, la population albanaise n'était certainement pas opprimée en terme de droits culturels et politiques, autres que le droit à la sécession, qui lui était refusé, et qui aurait à son tour posé le problème de l'auto-détermination des minorités non-albanaises du Kosovo.

B. Deuxièmement, il faut considérer les sources d'information concernant une situation décrite comme "crise humanitaire". Ce que je viens de dire du Kosovo ne correspond pas à l'impression donnée au monde extérieur, mais cette impression était en grande partie fausse. C'est souvent le cas des situations qui sont présentées comme justifications de guerres -- et voici une bonne raison pour rejeter les interventions extérieures. Quand les gens s'occupent de leurs propres conflits internes, ils connaissent plus ou moins la situation. Ceux qui viennent s'en mêler sont susceptibles d'être victimes de mensonges grossiers à propos de querelles dont ils n'ont pas le secret. Par ailleurs, le simple fait que des étrangers viennent se mêler de leurs affaires incite les parties en conflit à mentir de façon à recevoir de l'aide, surtout quand les étrangers sont riches et puissants. En ce qui concerne le Kosovo, la situation avait été délibérément déformée par des groupes de pression influents, très actifs, bien financés et coordonnés aux Etats-Unis, en Allemagne et dans

d'autres pays occidentaux. La principale source pour toute l'information qui circula dans le monde sur le sujet explosif de la brutalité de la police serbe au Kosovo était le "Conseil pour la défense des droits de l'homme et des libertés", fondé en 1989 par des militants nationalistes albanais. Cet organisation était soutenue financièrement et politiquement par le gouvernement des Etats-Unis , à travers la "National Endowment for Democracy" (NED), qui fut créée par l'administration Reagan pour continuer la propagande culturelle qui avait été auparavant soutenue moins ouvertement par la CIA. Un crédit de la NED "permet au Conseil d'engager un directeur à plein temps et de mettre sur pied un réseau de locaux équipés de fax et d'ordinateurs, ce qui augmenta sa capacité à surveiller et à faire connaître les abus rapidement et systématiquement", comme le disait fièrement le NED en 1998. Le Conseil à entretenu un réseau de 27 sous-conseils rassemblant environs 2,000 volontaires, présents dans presque chaque ville du Kosovo. La NED décrit le Conseil comme "la plus importante source d'information sur les droits de l'homme au Kosovo. Un grand nombre d'organisations internationales des droits de l'homme utilisent son information, y compris la Fédération Internationale des Droits de l'Homme, la Commission des Nations Unies et l'Associated Press".

C. Le troisième aspect concerne le rôle de l'ingérence extérieure dans la création de la crise et les mobiles des puissances qui s'ingèrent. C'est un fait que les plaintes émises par une partie de la population d'un pays contre une autre, ou contre son Etat, ont souvent été le prétexte pour des conquêtes, depuis les guerres de religion en Europe jusqu'aux conquêtes impériales de l'Inde et de l'Afrique et au-delà. Cet exploitation des problèmes intérieurs fut, dès le début, un argument majeur en faveur de la reconnaissance de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale. Le problème étant que l'autodétermination d'un groupe peut signifier la ruine d'un autre ou peut servir de prétexte pour la destruction de nations entières.

L'exemple des Sudètes.

On peut illustrer cela au moyen d'une simple comparaison. Un bon symptôme de la superficialité de la culture politique actuelle est que le terme "Munich" est utilisé systématiquement pour faire référence à un abandon honteux, sans apparemment se rappeler ce que "Munich" était vraiment. La guerre du Kosovo, et cela est particulièrement ironique, fut justifiée comme une volonté d'éviter "un autre Munich"... alors que la guerre elle-même était précisément un autre Munich, c'est-à-dire un exemple où les puissances occidentales reconnurent que le "droit à l'autodétermination" d'une minorité ethnique passait avant le droit d'un état à l'intégrité territoriale. Les Allemands des Sudètes en Tchécoslovaquie voulait se détacher de la Tchécoslovaquie et être rattachés à l'Allemagne tout autant que les Albanais du Kosovo voulaient se détacher de la Serbie. Les arguments des Allemands des Sudètes étaient aussi forts que les arguments des Albanais. Mais l'important en fin de compte, c'est que l'impact du fait d'accorder un tel "droit à l'autodétermination" allait bien au-delà des Allemands des Sudètes. Ce fut le signal donné à une puissance agressive ascendante, l'Allemagne d'Hitler, indiquant qu'elle pouvait mettre son interprétation de la "protection des minorités opprimées" et de "l'autodétermination" au-dessus des frontières et des lois internationales. La Tchécoslovaquie ne fut pas seulement amputée, elle fut détruite. Hitler poursuivit en utilisant la "protection des minorités" comme prétexte pour l'invasion de la Pologne ainsi que pour le reste de ses guerres agressives.

Tout comme la guerre pour les droits des Allemands des Sudètes a détruit la Tchécoslovaquie au mépris des droits de ses citoyens non-allemands, la guerre menée au nom des droits des Albanais du Kosovo a dévasté un pays -- la Serbie -- et fini par nier les droits les plus élémentaires de ses habitants non-albanais. Et encore une fois, une puissance agressive ascendante fut encouragée par son succès. L'acceptation de la nature "humanitaire" de l'intervention et de la conquête par l'OTAN, sous la domination des Etats-Unis, a contribué à légitimer la guerre agressive au nom de la morale, affaiblissant l'opposition à la guerre apparemment sans fin des Etats-Unis pour éliminer "le mal" dans le monde -- violations des droits de l'homme hier, aujourd'hui le terrorisme, et qui sait quelle nouvelle croisade demain. .

L'exemple de Pol Pot.

Regardons un tout autre cas, celui du Cambodge sous Pol Pot et les Khmers rouges. Les atrocités attribuées aux Khmers rouges sont souvent citées pour justifier l'intervention militaire humanitaires. Mais on oublie trop vite qu'il y a eu une intervention étrangère, de la part du Viêt-Nam, qui de plus avait été victime d'incursions militaires de la part du Cambodge, lesquelles ont entraîné la mort de citoyens vietnamiens -- ce qui est une excuse pour leur intervention que les pays de l'OTAN qui bombardèrent la Yougoslavie ne peuvent invoquer. Les Etats-Unis et leurs alliés n'ont rien fait pour soutenir cette intervention, qui en fait a sauvé la population du Cambodge des Khmers rouges, ni de la transformer dans une opération plus large soutenue par les Nations-Unies. Au contraire, les Etats-Unis ont soutenu les Khmers rouges au sein des Nations-Unies et puni le Viêt-Nam pour cette "intervention humanitaire". Enfin, s'il existe des cas extrêmes justifiant l'intervention humanitaire, le choix de ces cas ne peut pas échoir aux grandes puissances, et sûrement pas aux Etats-Unis, qui poursuivent leur propres intérêts au mépris de toute vérité et de toute justice.

3. Les buts et significations de la guerre du Kosovo: consolider le condominium impérial.

Tout ceci nous amène à poser la question des objectifs réels de la guerre du Kosovo. Pour répondre à cette question, nous pouvons suggérer que les résultats atteints reflètent jusqu'à un certain point les intentions de la puissance hégémonique mondiale, surtout si ces résultats lui sont favorables.

Ces résultats ne ne sont guère une grande réussite d'un point de vue humanitaire: l'appauvrissement accéléré du pays bombardé, le nettoyage ethnique des non-Albanais, un protectorat de type colonial et une fausse démocratie... plus l'extension du mouvement albanais irrédentiste armé aux régions voisines du sud de la Serbie et surtout à la Macédoine, qui a son tour a été sérieusement divisée et déstabilisée et a peu de chances de survivre en tant qu'état indépendant unifié.

Les résultats humanitaires sont mitigés, pour ne pas dire plus. Mais si nous regardons les autres résultats en les supposant voulus, alors l'opération apparaît bien plus couronnée de succès.

Le résultat majeur de la guerre du Kosovo est si simple et évident qu'il peut passer inaperçu: les Etats-Unis et l'OTAN ont pu, sans problème, mener une guerre en violation du droit internationale, en passant outre au Conseil de sécurité des Nations Unies. C'est ce qu'on appelle établir un précédent. De nombreux commentateurs ont célébré cette guerre

comme une révision de fait du droit international, qui plaçait "l'intervention humanitaire" au-dessus de la "souveraineté nationale". Dès que c'est à la puissance ou à l'alliance qui intervient de décider quand ces interventions sont "humanitaires", cela veut dire que les Etats-Unis ont réussi à affaiblir les objections politiques à leurs propres interventions militaires quand et où ils le désirent.

Encore plus important, les Etats-Unis -- surtout avec l'aide de l'Allemagne et tout particulièrement de sa coalition rose-verte -- ont réussi à amener l'OTAN dans ce type d'intervention extérieure sans susciter d'opposition politique majeure. L'OTAN sert un objectif politique important. L'époque de l'impérialisme fut marquée par des rivalités croissantes entre les principales grandes puissances, et les deux guerres mondiales les ont opposées les unes aux autres dans des alliances adverses, causant une telle destruction mutuelle que des guerres totales de ce genre sont devenues d'un coût prohibitif.

Mais la guerre est moins dangereuse pour les grandes puissances si, au lieu de se combattre les unes les autres, elles s'unissent entre elles contre des pays plus petits et plus pauvres. La réhabilitation de la guerre comme instrument de la politique est grandement facilitée par l'unité institutionnelle entre puissances industrielles.

Depuis sa fondation en 1949, un des buts de l'OTAN a été d'unir, dans une seule alliance, les puissances européennes capitalistes qui s'étaient combattues deux fois durant le 20ème siècle. Tout d'abord, elles furent unies par le soi-disant danger soviétique; dorénavant, les états membres de l'OTAN sont supposés faire face à "des risques d'une nature plus vaste, y compris des actes de terrorisme, le sabotage et le crime organisé, et par l'interruption du flot de ressources vitales" ainsi que par "des mouvements incontrôlés d'un grand nombre de personnes, en particulier à la suite de conflits armés". Le fait de s'impliquer conjointement dans un grand nombre de conflits dans des pays étrangers peut être une façon de forger un impérialisme occidental nouveau et amélioré. Liées entre elles dans une organisation militaire unique, sous le leadership américain, les principales puissances industrielles seront obligées de pêcher ensemble en eaux troubles. Au lieu de défendre chacune ses propres intérêts économiques nationaux, elles peuvent promouvoir ensemble le Nouvel Ordre Mondial dans lequel elles sont supposées avoir toutes un intérêt commun.

Ce qu'on appelle la "communauté internationale" (C.I.) est un euphémisme pour ce nouveau condominium impérial. La guerre du Kosovo, officiellement appelée par l'OTAN "Operation Allied Force", a servi à montrer qu'unies entre elles, les puissances de la C.I. peuvent faire la guerre contre des petits pays récalcitrants, sans risques pour eux-mêmes et sous les applaudissements de leurs médias et avec le consentement de leurs électeurs respectifs.

4. Le "poing" de la globalisation.

Vous connaissez peut-être tous l'article devenu notoire, publié dans le *Sunday New York Times Magazine*, tout de suite après le début des bombardements de l'OTAN contre la Yougoslavie. Dans cet article, le rédacteur du journal responsable de la politique étrangère, Thomas Friedman, jeta le masque, si on peut dire, en soulignant que la globalisation ne pourrait pas être imposée sans le pouvoir militaire des Etats-Unis. " La main invisible du marché ne peut pas fonctionner sans un poing caché -- MacDonald's ne peut prospérer sans McDonnell Douglas, qui construit les F-16. Et le poing caché qui rend le monde sûr pour les technologies de la Silicon Valley s'appelle l'armée, la force aérienne, la force navale et les marines des Etats-Unis".

Le moment ne pouvait pas être mieux choisi pour montrer à ceux qui ne l'avaient pas encore compris que l'attaque de l'OTAN contre la Yougoslavie n'était pas, contrairement à la façon dont elle avait été présentée, une action "humanitaire", motivée par une préoccupation généreuse en faveur des droits de l'homme des habitants albanais de la province serbe du Kosovo. C'était plutôt une manifestation du "poing" en action. C'était le premier exercice pratique de l'OTAN pour imposer la conscience -- c'est-à-dire la volonté -- des puissances occidentales qui s'autoproclament la "communauté internationale". C'était un avertissement à tout pays qui ne se plie pas aux normes imposées par l'Occident. Ces normes sont principalement économiques, consistant à réformer les lois et l'administration pour rencontrer les exigences du capital international. Néanmoins, ces normes économiques peuvent être imposées ou maintenues sous le prétexte d'imposer ou de maintenir un autre ensemble de normes, celles concernant les "droits de l'homme".

Le problème du Kosovo était seulement un parmi de nombreux conflits dans le monde concernant le statut d'un territoire habité ou revendiqué par des peuples différents. Le conflit Israélo-Palestinien est un exemple du genre incomparablement plus explosif, plus violent, plus dangereux pour la région et pour la paix mondiale. Dans le conflit Israélo-Palestinien, le gouvernement américain montre et exige une patience infinie, insistant sur le droit de l'état israélien de se défendre. Par contre, l'administration Clinton a subitement exigé que le conflit complexe et profond concernant le status de la province du Kosovo soit résolu immédiatement, à la faveur des rebelles albanais, selon une formule proposée aux deux parties à Rambouillet sur le mode "à prendre ou à laisser". Sinon, l'OTAN déclarerait la guerre à la Serbie.

Cette précipitation, présentée au monde comme une réponse courageuse à une crise humanitaire, reflétait le désir de Washington de montrer la nouvelle "crédibilité" de l'OTAN, à la veille de son 50ème anniversaire. La crise du Kosovo devait être exagérée, saisie et exploitée comme unique opportunité d'imposer la vision U.S. du nouveau "concept stratégique" de l'alliance grâce à un fait accompli majeur. Le gouvernement serbe, qui avait de façon répétée exprimé sa volonté de faire des concessions et avait présenté diverses propositions, se trouvait confronté brutalement avec des exigences formulées de façon à être rejetées. Ce qu'on exigeait, c'était que l'OTAN ait un libre accès à tout le territoire yougoslave, aux frais de la Yougoslavie, ainsi que l'impunité juridique pour tout crimes ou dégâts commis par les forces occupantes. Aucun gouvernement d'aucun pays ne pouvait accepter cela. Néanmoins, les médias ont fidèlement répété la version U.S. officielle: que le méchant Milosevic avait "refusé de négocier" et que, par conséquent, l'OTAN n'avait "pas d'autres choix" que de bombarder. En fait, c'était la Yougoslavie qui n'avait pas d'autre choix que d'être bombardée après que les Etats-Unis aient refusé toute négociation réelle. Le bombardement de la Yougoslavie durait depuis un mois lorsque le nouveau "concept stratégique" fut dévoilé lors du 50ème anniversaire de l'alliance à Washington entre le 23 et le 25 avril 1999. Grâce au Kosovo, ce concept avait déjà été mis en œuvre, et l'OTAN avait déjà assumé son nouveau rôle de force de frappe "humanitaire" non limitée par des frontières géographiques ou par le droit international. Il n'y eut aucun débat. Ce nouveau concept stratégique comprend trois éléments importants qui scellent la domination des Etats-Unis sur ses alliés européens.

A. Les armes nucléaires. Le concept stratégique a mis fin avec éclat à tout espoir de

désarmement nucléaire puisque "les forces conventionnelles de l'Alliance ne peuvent à elles seules assurer une dissuasion crédible. Les armes nucléaires apportent une contribution unique au fait de rendre les risques d'une attaque contre l'Alliance incalculables et inacceptables. Par conséquent, elles restent essentielles pour préserver la paix." De plus, les armes nucléaires US doivent rester en Europe. Ainsi les exigences du mouvement de la paix dans les années 80 visant à créer une Europe dénucléarisée ont été définitivement rejetées. "La présence des forces conventionnelles et nucléaires en Europe restent vitales pour la sécurité de l'Europe, qui est inséparablement liée à celle de l'Amérique du Nord." Ainsi "l'Alliance gardera dans l'avenir prévisible un mélange approprié de forces nucléaires et conventionnelles basées en Europe et mises à jour lorsque cela s'avère nécessaire..." Ceci implique un nouveau développement d'armes nucléaires, minant la portée du traité interdisant les essais nucléaires.

B. L'interdépendance. Le "lien inséparable" entre l'Amérique du Nord et l'Europe est au centre du "concept stratégique". Il n'y aura aucun moyen pour l'Union Européenne ou pour un de ses membres d'échapper à l'emprise de l'OTAN dominé par les Etats-Unis. Donc: "Le principe de l'effort collectif dans la défense de l'Alliance se matérialise par des arrangements pratiques qui permettent aux alliés de bénéficier d'avantages cruciaux en termes politiques, militaires et d'accès aux ressources, provenant de la défense collective, et qui empêchent une re-nationalisation des politiques de défense, sans priver les Alliés de leur souveraineté."

C. La promesse de plus de guerres "hors du territoire". Ceci est exprimé dans les termes usuels de l'acceptation à contre cœur d'un devoir: "Des considérations régionales et, en particulier, stratégiques à l'intérieur de l'Alliance devront être prises en compte, car des instabilités à la périphérie de l'OTAN peuvent mener à des crises et à des conflits nécessitant une réponse militaire de l'Alliance, potentiellement avec un temps d'alerte court"... Le document fait remarquer que: "Mettre en place et maintenir des opérations en dehors du territoire des alliés, là où il peut y avoir peu ou pas du tout de soutien de la nation hôte, posera des défis logistiques spéciaux." L'expression "peu ou pas du tout de soutien de la nation hôte" ne suggère-t-elle pas une invasion d'un pays étranger?

5. La déconstruction des nations.

Ce à quoi nous assistons, c'est à un renversement de l'indépendance obtenue par le mouvement anticolonialiste de la deuxième moitié du vingtième siècle, et à une nouvelle forme de conquête impériale. Les mobiles économiques n'ont pas changé fondamentalement: accès aux ressources et aux marchés à des conditions favorables aux puissances riches. Au niveau idéologique, les droits de l'homme ont remplacé la mission civilisatrice et les ONG ont remplacé les missionnaires chrétiens. Les Etats-Unis ne veulent pas et n'ont pas besoin de "conquérir le monde" à la façon classique des grands empires. Cela exigeait l'envoi de vastes troupes et de nombreux fonctionnaires pour maintenir l'ordre et faire tout fonctionner. Le futur gouvernement mondial sera composé des bureaucraties internationales, le FMI, l'OMC etc. Ils fixent les règles. Mais que se passe-t-il si un pays refuse de suivre les règles? Il faut qu'il y ait quelque part une force de police. Pour l'instant, il n'est pas politiquement possible pour l'OTAN de bombarder ou d'envahir un petit pays

récalcitrant simplement pour imposer une décision de l'OMC. Par contre, l'OTAN pourrait bombarder ou envahir des pays pour des raisons parallèles au fait de ne pas suivre les règles du FMI ou de l'OMC. De telles raisons parallèles pourraient très bien ne pas être difficiles à trouver. Un pays dont le gouvernement oserait sortir du processus de la globalisation le ferait sans doute en réponse à des tensions économiques causant un désordre social et politique grave. De tels désordres produisent une eau trouble dans laquelle il est facile de pêcher. Lorsque des gouvernements de pays en difficulté économique font face à des désordres, il peut se passer des choses qui seront décrites comme des "violations des droits de l'homme". Et cela peut justifier une "intervention humanitaire". Le but d'une telle intervention n'est pas de forcer le gouvernement local à respecter les droits de l'homme, mais plutôt d'éliminer la capacité de ce gouvernement de faire quoi que ce soit. Nous vivons une période où les intérêts du système capitaliste ne sont plus de "construire des nations". Nous assistons plutôt à un processus de déconstruction des nations qui casse toute résistance potentielle aux diktats du capitalisme global.

Les événements en Yougoslavie illustrent un processus qui pourrait se reproduire, avec des variations évidemment, à d'autres endroits. Plusieurs étapes peuvent être observées.

A. Tout d'abord, les "réformes" économiques affaiblissent l'état. C'était certainement le cas en Yougoslavie. Après être tombée dans le "piège de la dette", la Yougoslavie a dû suivre les ordres du FMI, dont les exigences ont réduit de façon drastique le pouvoir financier et politique du gouvernement central. Avec des variations, cela est un aspect habituel des diminutions des services publics qui sont imposées par les "réformes structurelles" du FMI.

B. L'affaiblissement de l'état central aggrave les particularismes et les conflits ethniques ou régionaux. Ce processus était particulièrement dévastateur en Yougoslavie à cause de sa composition multinationale et à cause des graves conflits pendant la deuxième guerre mondiale, lorsque que le pays fut divisé par l'occupation Nazie, ce qui a monté les différents groupes nationaux les uns contre les autres. Mais la plupart des pays sont composés de différents groupes nationaux, religieux ou ethniques. Lorsque la sécurité offerte par l'état nation moderne devient inaccessible, les gens se tournent facilement vers l'identité ethnique, les "parrains" de la mafia et les groupes de protection patriarcaux et régressifs. Ce type de régression est une réaction probable à la "globalisation".

C. Les troubles ethniques sont interprétés comme des problèmes de "droits de l'homme". Ce schéma d'interprétation peut, en particulier, être influencé par les lobbies adoptés par les Etats-Unis. Un biais émotionnel rend plus difficile une analyse politique du conflit, ainsi qu'une médiation diplomatique constructive.

D. La "crise des droits de l'homme" ainsi diagnostiquée est vue comme une menace à la "stabilité", justifiant une intervention militaire. Cela confirme et approfondit les antagonismes, ce qui entraîne des victimes, des destructions et de l'amertume.

E. Le chaos qui en résulte est confié à une administration de la C.I. qui prétend créer une "démocratie", mais qui en réalité rend impossible tout développement authentiquement démocratique.

F. Les bénéfices manifestes de ce processus pour qui que ce soit sont en réalité très faibles, mais la capacité locale à résister aux diktats de la bureaucratie de la globalisation et des corporations multinationales est totalement détruite. De plus, la démonstration de force montre une fois de plus "qu'il n'y a pas d'alternative".

6. Il n'y a pas d'alternative.

Les lignes de force de la politique étrangère U.S. ont été essentiellement les mêmes depuis plus d'un siècle. La base en est que le modèle capitaliste libéral imposé par les Etats-Unis est le seul modèle de développement autorisé. Il ne peut y en avoir d'autre. Dans le "nouvel ordre mondial", le chaos a été préféré à un mauvais type d'ordre. L'élimination de tout modèle alternatif de développement est en fait l'essence de la globalisation. C'était le mobile principal de la longue lutte contre le communisme. Le communisme n'a jamais été le seul adversaire. En un sens, c'était seulement une forme parmi d'autres d'alternatives intolérable pour les Etats-Unis : un gouvernement d'un état souverain qui décide de limiter l'accès étranger à ses ressources et à ses marchés afin de donner la priorité au bien-être social de la population. Particulièrement dans les parties du monde où ses intérêts économiques sont les plus grands -- l'Amérique Latine et le Moyen Orient -- les Etats-Unis sont intervenus directement et indirectement pour détruire tout modèle de développement indépendant: la CIA a mis sur pied le renversement du gouvernement réformiste bourgeois de Mossadegh en Iran en 1953 et le gouvernement réformiste du Guatemala en 1954, Allende au Chili... la liste est longue. Cuba avec Castro a réussi à survivre, mais politiquement et économiquement affaibli par quarante ans de boycott économique et de harcèlement.

Les Etats-Unis ont aussi échoué à imposer un régime à leur dévotion au Viêt-Nam. Mais la destruction produite par les bombes, le napalm et les défoliants chimiques, suivie de sanctions économiques et d'une alliance hostile avec la Chine a retiré au Viêt-Nam toute possibilité d'émerger comme modèle de développement attrayant et indépendant. Après le demi-échec au Viêt-Nam, un changement eut lieu. L'administration Carter chercha une nouvelle virginité comme champion des "droits de l'homme". Mais l'expérience du Viêt-Nam a aussi mené à l'abandon de la politique de "construction des nations" en faveur de la destruction pure et simple. La grande leçon tirée de l'expérience du Viêt-Nam par les stratèges américains était qu'il était plus facile d'armer une guérilla que d'en combattre une et plus facile de détruire un état hostile que d'en construire un. La période qui suivit la guerre fut marquée par l'usage de tous les moyens possibles pour saboter les régimes indésirables : des mercenaires criminels, des trafiquants de drogue, des fanatiques religieux obscurantistes. Tous furent utilisés pour détruire des régimes qui pourraient donner un espoir de développement à des pays pauvres: on armait Savimbi en Angola, les Contras au Nicaragua, les escadrons de la mort un peu partout en Amérique Latine, même Pol Pot au Cambodge ont bénéficié d'aides plus ou moins secrètes de la CIA pendant que les diplomates américains prêchaient le catéchisme des droits de l'homme au reste du monde. Le chef d'œuvre de cette politique fut sans aucun doute l'utilisation des Moudjahidins en Afghanistan pour piéger et coincer l'Union Soviétique dans sa propre " guerre du Viêt-Nam " -- ce qui était le but déclaré de Zbigniew Brzezinski. le conseiller ouvertement cynique de Carter.

Entre les démocrates et les républicains, il n'y a pas de véritable différence, bien que les présidents démocrates insistent d'habitude davantage sur des buts positifs et ambitieux tels que la "construction nationale" sous Kennedy ou les "droits de l'homme" et plus récemment "l'intervention humanitaire", alors que les républicains insistent sur la défense des intérêts nationaux contre les ennemis : les communistes, l'empire du mal et, déjà sous Reagan, la "guerre contre le terrorisme" -- tout en entraînant, armant et subsidiant des terroristes en Amérique Centrale, dans le sud de l'Afrique et en Afghanistan. Gorbatchev était déjà au pouvoir et cherchait un compromis historique avec l'Occident et une façon de sortir de l'Afghanistan lorsque les Etats-Unis ont considérablement augmenté leur aide aux Moudjahidins, en 1986, en leur fournissant des missiles Stinger capables d'abattre des avions soviétiques. Le seul but des Etats-Unis était d'humilier les Soviétiques autant que possible, en abandonnant l'Afghanistan au chaos et à la misère, et à la merci de chefs de guerre tribaux obscurantistes. Les présidents viennent et passent mais la continuité de la politique U.S. est assurée par une petite élite de spécialistes qui façonnent la politique, se situent hors des partis et restent à l'écart du regard public. Un exemple intéressant en est Morton Abramowitz, qui fut l'ambassadeur de Carter en Thaïlande avant de servir dans l'administration Reagan comme assistant secrétaire d'état pour le renseignement et la recherche. Plus récemment, il fut à la tête de Fondation Carnegie pour la paix internationale, a fondé le International Crisis Group - une des principales instances qui a défini la politique en Bosnie et au Kosovo - et qui aujourd'hui préside le très influent Conseil pour les relations extérieures. En occupant ces diverses fonctions, Abramowitz a aidé à fournir des missiles Stinger aux Moudjahidins en 1986, a élaboré les grandes lignes de la politique "d'intervention humanitaire" de la future administration Clinton et finalement a été le champion du soutien U.S. aux rebelles albanais armés au Kosovo. La relation entre le Kosovo et l'Afghanistan émerge ici : dans les deux cas, à l'extérieur on trouve le discours des droits de l'homme et derrière cela, des trafiquants de drogue, les chefs de guerre claniques et même Osama Ben Laden. Il est remarquable que, jusqu'au 11 septembre, les Etats-Unis ont de façon répétée choisi de s'allier avec l'Islam fondamentaliste le plus obscurantiste, dont le centre est l'Arabie Saoudite, contre les gouvernements nationalistes séculiers. La forme d'islamisme fondamentaliste à la Ben Laden est compatible avec la globalisation U.S. car elle ne soucie nullement des frontières nationales et ne cherche pas à mettre en place des gouvernements nationaux qui puissent servir de modèles progressistes d'un développement alternatif. Il paraît que les dirigeants des Etats-Unis n'ont simplement pas tenu compte du fait que l'hypocrisie de leur alliance avec ces fanatiques a toujours été évidente pour ces fanatiques eux-mêmes, qui ne se sont pas privés de haïr les Etats-Unis, tout comme ils haïssaient l'Union Soviétique qu'ils voyaient comme un pays d'infidèles. Identifiés aujourd'hui comme "terroristes", ils fournissent une excuse qui permet aux Etats-Unis d'intervenir massivement au Moyen Orient de façon à s'y assurer du contrôle des ressources pétrolières.

Osama Ben Laden appartient à la même catégorie d'ennemis que l'ancien homme fort du Panama, Manuel Noriega : des atouts périmés. La guerre contre les atouts périmés offre l'opportunité d'adopter de grands airs moraux contre les crimes autrefois tolérés et encouragés par les Etats-Unis dans leur lutte contre l'autre catégorie d'ennemis : les alternatives potentielles. En un sens, la Yougoslavie est devenue un ennemi à la fois comme un atout périmé et comme une alternative potentielle. Lorsque le bloc soviétique s'est effondré, la Yougoslavie non-alignée a perdu sa valeur comme atout stratégique contre Moscou. Les diplomates américains l'ont clairement dit à Belgrade. Etant un pays

nominalement socialiste ayant de forts liens avec le Tiers Monde grâce à son rôle dans le mouvement des pays non alignés, la Yougoslavie était un modèle alternatif potentiel. Je dis "potentiel" parce que la plupart des dirigeants avaient depuis longtemps perdu leur idéal socialiste et cherchaient à ramasser les miettes d'une Yougoslavie jadis prospère acculée par la dette. Mais une bonne partie de la population était encore attachée à l'idéal socialiste - particulièrement en Serbie, laquelle était aussi au centre de la tradition de "construction nationale", tradition qui s'était forgée durant la lutte contre l'empire ottoman, et qui était attachée à l'indépendance d'un état nation moderne. A tort ou à raison, la Yougoslavie pouvait être vue comme un problème potentiel qu'il était prudent de résoudre à l'avance en brisant le pays en des fragments trop petits et trop faibles pour résister à la domination occidentale. De plus, en favorisant le parti musulman fondamentaliste d'Izetbegovic, fortement soutenu par l'Arabie Saoudite, le Pakistan et d'autres pays musulmans, les Etats-Unis ont brisé les liens entre l'état yougoslave et le mouvement des pays non alignés. Peut-être que le "danger" yougoslave était une illusion. Mais détruire le pays a néanmoins fourni un exercice utile pour des opérations futures.

Ceux qui s'opposent à une globalisation injuste ne peuvent pas espérer réussir sans dénoncer et sans s'opposer à l'agression militaire qui est déjà à l'œuvre pour dévaster la planète et se soumettre ceux qui l'habitent.

English Version

The Kosovo War and Globalization: GLOBALIZATION AS IMPERIAL CONQUEST © copyright 2003

1 - Protesting WTO but not NATO war.

The Seattle protests in December 1999 against the World Trade Organization revealed the emergence of an important new popular movement against "globalization". What is strange is that only months earlier, when NATO defied international law to unilaterally bomb Yugoslavia, there had been no such spectacular protest. Indeed there was remarkably little protest, less than against the Gulf war, which had a legal basis. Yet the NATO assault on Yugoslavia was precisely an integral part of the forced globalization opposed in Seattle. This point seems to have been missed by many anti-globalization activists. The only explanation seems to be that a large part of the left was fooled or confused by the claim that the Kosovo war was a war on behalf of "human rights". Part of the radical left even supported the UÇK on grounds of the "right to self-determination".

2 - Human Rights and Self-Determination as Justifications for War.

The question of whether "human rights" or "self-determination" can justify war needs to be examined both in regard to the particular case and to general principles.

The Case of Kosovo. First of all, even if humanitarian war could be justified in some cases, Kosovo was not one of them. This was a complex conflict between an established state, Yugoslavia, and an irredentist movement aimed at detaching part of its territory, including

Kosovo, in order to establish Greater Albania. There are many such conflicts in the world, and the conflict in Kosovo was far from being the most violent or intractable. The media myth claimed that the crisis began when in 1989 "Milosevic revoked the autonomy of Kosovo" but this is so truncated as to be untrue. The violent Kosovo irredentist movement in Kosovo had roots in the "Greater Albania" set up under fascist occupation during World War II and was revived in 1981 at a time when Kosovo was enjoying the fullest possible autonomy and a government made up of Albanian communists. This was not a revolt against "Serbian oppression" but a movement for recognizing Kosovo as a purely Albanian land, despite its mixed population and historic ties to Serbia. The autonomy was reduced but not eliminated in 1989 and the Albanian population continued to enjoy full civil rights, including use of the Albanian language and full political rights, but chose massively to boycott all the state institutions and not to exercise the rights granted. This led to an impasse, with an unhealthy separation of ethnic communities -- a separation sought by the Albanians as a step toward secession. In point of fact, after the upheaval in Albania itself in the 1997 pyramid scheme, many people including a number of leading Kosovo Albanian nationalists, even Adem Demaqi, were considering that the project of "Greater Albania" was discredited by the ungovernability of Albania itself, and were about to seek some sort of compromise, whereas the Serbian government had been seeking compromise since at least 1992. However, the 1997 events in Albania had the opposite effect, since the angry population of Albania raided and pillaged the state arsenals, flooding Kosovo with weapons and armed secessionists.

This conflict, like many others of a similar nature, raises a number of issues:

A. First, there is the issue of self-determination. Is "self-determination" a "human right" that justifies armed secession from an established state? The answer established in the 20th century under international law is no, with the exception of the overseas colonies of the Western imperialist powers. The self-determination of these colonized territories was justified as national liberation. But once that liberation was achieved, interpreting the right of self-determination for national groups within the borders of a state in terms of secession was rejected, for the excellent practical reason that this would open a Pandora's box that could ensure several centuries of war. The legitimate struggle for self-determination was henceforth understood as the struggle for equality under the rule of law, for political and cultural rights. It must be said that in Kosovo, the Albanian population was certainly not oppressed in terms of cultural or political rights, other than the right to secession, which was denied, and which in turn was bound to raise the problem of self-determination of non-Albanian minorities in Kosovo.

B. The second point concerns the source of information about the alleged humanitarian crisis. What I have just said about Kosovo does not correspond to the impression conveyed to the outside world, but that impression was largely false. That is usually the case with situations presented as justification for going to war -- and is one of the reasons that outside intervention should be rejected. When people deal with their own domestic conflicts, they more or less know what they are dealing with. Those who come to meddle fall for blatant lies about unfamiliar disputes. Besides that, the mere presence of meddling outsiders incites parties to conflict to tell lies in order to get help, especially if the outsiders are rich and powerful. As for

Kosovo, the situation had been deliberately distorted for over a decade by very active, well financed, influential and coordinated lobbies in the United States, Germany and other Western countries. The main source of all information circulated worldwide on the politically explosive subject of Serbian police brutality in Kosovo was the "Council for the Defense of Human Rights and Freedoms", founded in 1989 by militant Kosovo Albanian nationalists. This organization was politically and financially supported by the United States government, by way of the "National Endowment for Democracy", set up by the Reagan administration to carry on the cultural propaganda which the CIA had previously supported less openly. A National Endowment for Democracy grant "enabled the Council to hire a full-time director and set up field offices with fax machines and computers, improving its ability to monitor and report abuses quickly and systematically", the NED reported proudly in 1998. The Council maintained a network of 27 subcouncils comprising roughly 2,000 volunteers, present in almost every town in Kosovo. NED called the Council "the most important source of information on human rights in Kosovo. A wide variety of international human rights organizations and news agencies use its information, including the International Federation for Human Rights, the U.N. Commission for Human Rights, and the Associated Press"¹.

C. The third point concerns outside interference in creating the crisis and the motives of those outside interfering powers. The fact is that complaints by one segment of a population within a country against another, or against the government, has repeatedly been the pretext for foreign conquest, from the religious wars in Europe to the imperial conquest of India and Africa and beyond. This exploitation of internal troubles was a major point in the recognition of national sovereignty and territorial integrity in the first place. The problem is that one group's "self-determination" can be another group's ruin, or can be the pretext for the destruction of whole nations.

The case of the Sudetenland.

This can be seen by a simple comparison. It is symptomatic of the superficiality of current political culture that the term "Munich" is used repeatedly to signify a shameful abandon without any apparent recollection of what "Munich" was about. It is particularly ironic that the Kosovo war could be justified as a way to "avoid another Munich"... when it precisely was "another Munich", that is, a case where the Western powers recognized the "right to self-determination" of an ethnic minority as taking precedence over the right of a state to territorial integrity. The Sudeten Germans within Czechoslovakia certainly wanted to be detached from Czechoslovakia and attached to the German Reich every bit as much as the Kosovo Albanians wanted to be detached from Serbia. The arguments of the Sudeten Germans were no weaker than the arguments of the Kosovo Albanians. But the point is that the effect of granting such a "right to self-determination" concerned much more than the Sudeten Germans. It was a signal to a rising aggressive power, Hitler Germany, that it could put its interpretation of "protection of oppressed minorities" and "self-determination" above international boundaries and above international law. Czechoslovakia was not merely

¹. *Democracy*, NED, summer 1998.

amputated, it was destroyed. Hitler went on to use "protection of oppressed minorities" as his pretext for invading Poland and indeed for the rest of his aggressive wars. Just as the war for the rights of the Sudeten Germans destroyed Czechoslovakia and violated the rights of its non-German citizens, the war waged in the name of the "rights" of the Kosovo Albanians devastated a country -- Serbia -- and ended in denial of the most elementary rights of its non-Albanian inhabitants. And once again, a rising aggressive power was encouraged by success. Acceptance of the "humanitarian" nature of intervention and conquest by NATO, under the domination of the United States, helped legitimize aggressive war on moral grounds. This has helped eliminate opposition to the ongoing and seemingly endless United States war declared against "evil in the world" -- violations of human rights yesterday, terrorism today, and who know what crusade tomorrow.

The Case of Pol Pot.

Let's take quite a different case, that of Cambodia under Pol Pot and the Khmer Rouge. The atrocities attributed to the Khmer Rouge are commonly cited as an argument in favor of outside intervention. But it is readily forgotten that there was an outside intervention, on the part of Vietnam, which moreover had been the object of military incursions from Cambodia which killed Vietnamese citizens -- an excuse for intervention which could not be claimed by the NATO countries that bombed Yugoslavia. There was no attempt by the United States to support that intervention, which in fact rescued the population of Cambodia from the Khmer Rouge, nor to broaden it into a United Nations operation. On the contrary: the United States supported the Khmer Rouge within the United Nations, and actually punished for that "humanitarian intervention". Finally, supposing there are extreme cases justifying "humanitarian intervention", the choice of such cases cannot be left to great powers, and certainly not to the United States, which pursue their own interests without regard to truth or justice.

3. The Real Meaning and Purpose of the Kosovo War: Solidifying the Imperial Condominium.

So this raises the question of the real meaning and purpose of the Kosovo war. To answer the question, we should assume that the actual results must at least to some extent reflect the intentions of the world's hegemonic power -- especially if those results favor its interests.

The actual results do not indicate huge success in humanitarian terms: accelerated impoverishment of the bombed country, ethnic cleansing of non-Albanians, a colonial-type protectorate, and a fake democracy... plus the extension of the original Albanian armed irredentist movement to neighboring regions of southern Serbia and above all to Macedonia, which in turn has been seriously divided and destabilized, and is unlikely to survive as a single independent state.

The humanitarian results are mitigated, to say the least. But if we look at other results, and match them with purpose, the operation appears more successful.

The major achievement of the Kosovo war was so simple and obvious as to be overlooked: the United States and NATO got away with waging war in violation of international law, bypassing the United Nations Security Council. This is called setting a precedent. Numerous commentators celebrated this war as a *de facto* revision of international law, putting "humanitarian intervention" above "national sovereignty". Once it is up to the

intervening power or alliance to decide when its intervention is "humanitarian", this simply means that the United States succeeded in weakening political objections to its own military intervention where and when it chooses.

Even more significant, the United States -- with special help from Germany, and especially a "pink and green" coalition government at that -- succeeded in bringing NATO into this type of outside intervention without arousing any major political objection.

NATO serves an important political purpose. The age of imperialism was marked by mounting rivalry between the major Great Powers, the two World Wars pitted them against each other in opposing alliances, causing such a level of mutual death and destruction that such full-scale war henceforth appeared to have priced itself out of the market. But war is less dangerous to the great powers if, instead of fighting each other, they are joined together against smaller and poorer countries. The rehabilitation of war as an instrument of politics is greatly facilitated by the institutionalized unity of the industrial powers.

From its foundation in 1949, one of the purposes of NATO was to bind together in a single alliance the European capitalist powers that had fought each other twice in the century. First they were united by the supposed Soviet threat; henceforth, NATO member states are said to face "risks of a wider nature, including acts of terrorism, sabotage and organized crime, and by the disruption of the flow of vital resources" as well as "uncontrolled movements of large numbers of people, particularly as a consequence of armed conflicts".² Mutual involvement in responding to a wide range of disorders in foreign countries can be the means to forge a new, improved form of Western imperialism. Bound together in a single military organization, under U.S. leadership, the major industrial powers will be obliged to fish together in troubled waters. Instead of each defending its own national economic interests, together they can promote the extension of a New World Order in which all are supposed to share a common interest.

What is called the "international community" is a euphemism for this new Imperial Condominium. The Kosovo war, officially dubbed by NATO "Operation Allied Force", served to show that together the I.C. Powers could safely make war against small recalcitrant states with no risk to themselves and to the cheers of their media and with the consent of their home constituents.

4. Globalization's "Fist"

All of you may be familiar with the notorious article published in the Sunday *New York Times Magazine* just after NATO began its bombing campaign against Yugoslavia. In that article, the *Times'* foreign policy editor, Thomas Friedman, spilled the beans, so to speak, by pointing out that globalization could not be imposed without the military might of the United States. "The hidden hand of the market will never work without a hidden fist -- McDonald's cannot flourish without McDonnell Douglas, the designer of the F-15. And the hidden fist

². NATO's Strategic Concept, 24 April 1999; Part II.

that keeps the world safe for Silicon Valley's technologies is called the United States Army, Air Force, Navy and Marine Corps"³.

The timing should have made it obvious even to those who had missed the point up to then that the NATO assault on Yugoslavia was not, as it was billed, a "humanitarian" action, motivated by generous concern for the human rights of Albanian inhabitants of the Serbian province of Kosovo. Rather, it was a display of the "fist" in action. It was a first practice exercise for NATO as enforcer of the "conscience" -- that is, the will -- of the Western powers calling themselves the "international community". It was a warning of what is in store for any country which fails to conform to the standards imposed by the West. These standards are primarily economic, a matter of reforming the laws and administration to fit the demands of international capital. However, these economic standards may be imposed or enforced on the pretext of imposing and enforcing a different set of standards, concerning "human rights".

The Kosovo problem was merely one of many disputes in the world over the status of a territory inhabited and claimed by different peoples. In that category, the Israeli-Palestinian conflict is far more explosive, more violent, more dangerous for its region and for world peace. In regard to the Israeli-Palestinian conflict, the United States displays and demands infinite patience, stressing the right of the Israeli government to defend itself. In contrast, the Clinton administration suddenly demanded that the deep-rooted and complex conflict over the status of Kosovo province be solved immediately, in favor of the Albanian rebels, according to a formula presented to the two sides at Rambouillet on a take-it-or-leave-it basis. Otherwise, NATO would go to war against the Serbian state.

This sudden haste, presented to the world as a courageous response to a humanitarian crisis, reflected Washington's desire to demonstrate the new NATO's "credibility" in time for its 50th anniversary. The Kosovo crisis had to be exaggerated, grasped and exploited as a unique opportunity to impose the U.S. vision of the alliance's new "strategic concept" by a major *fait accompli*. The Serbian government, which had repeatedly expressed its willingness to make concession and had presented various compromise proposals, was abruptly confronted with terms designed to be rejected. The demand was to give NATO free access to all of Yugoslav territory at Yugoslav expense, along with judicial impunity for crimes or damages committed by the occupying forces. No government of any country could accept this. However, the media faithfully spread the official U.S. version: that the wicked villain Milosevic had "refused to negotiate" and that therefore NATO "had no choice" but to bomb. In fact, it was Yugoslavia that had no choice but to be bombed after the United States rejected any real negotiations.

The bombing of Yugoslavia had been going on for a month when NATO's new "Strategic Concept" was unveiled at the alliance's 50th birthday celebration in Washington on April 23 to 25, 1999. Thanks to Kosovo, the concept was already being put into effect, and NATO had already assumed its new role as a "humanitarian" strike force unlimited by geographical boundaries or international law. There was virtually no debate.

³. Thomas Friedman, "A Manifesto For a Fast World", *New York Times Magazine*, March 28, 1999.

This new Strategic Concept includes three important elements which clinch the dominance of the United States over its European allies.

A. Nuclear weapons. The Strategic Concept emphatically laid to rest any remaining hope of nuclear disarmament since "the Alliance's conventional forces alone cannot ensure credible deterrence. Nuclear weapons make a unique contribution in rendering the risks of aggression against the Alliance incalculable and unacceptable. Thus, they remain essential to preserve peace." Moreover, U.S. nuclear weapons must remain *in Europe*. Thus the demand of the peace movement of the 1980s for a denuclearized Europe was definitively rejected. "The presence of United States conventional and nuclear forces in Europe remains vital to the security of Europe, which is inseparably linked to that of North America." Thus, "the Alliance will maintain for the foreseeable future an appropriate mix of nuclear and conventional forces based in Europe and kept up to date where necessary..." This implies further development of nuclear weapons, undermining the nuclear test ban treaty.

B. Interdependence. The "inseparable link" between North America and Europe is central to the Strategic Concept. There will be no wriggling out of the grip of U.S.-dominated NATO on the part of the European Union or of individual member states. Thus: "The principle of collective effort in Alliance defence is embodied in *practical arrangements* that enable the Allies to enjoy the crucial political, military and resource advantages of collective defence, and *prevent the renationalisation* of defence policies, without depriving the Allies of their sovereignty."

C. The promise of more "out of area" war. This is couched in the usual terms of reluctant acceptance of duty: "Regional and, in particular, *geostrategic* considerations within the Alliance will have to be taken into account, as instabilities on NATO's periphery could lead to crisis or conflicts requiring an Alliance military response, potentially with short warning times"... The document notes that: "Mounting and sustaining operations outside the Allies' territory, where there may be little or no host-nation support, will pose special logistical challenges." Now, doesn't "little or no host-nation support" suggest hostile invasion of a foreign country?

5. Nation Deconstruction.

What we are seeing is a rollback of the independence gained by the anticolonialist movement of the last half of the twentieth century, and a new form of imperial conquest. The economic motives have not basically changed: access to resources and markets on terms favorable to the rich powers. As ideological pretext, human rights have replaced the civilizing mission and NGOs have replaced the Christian missionaries. The United States does not want, or need, to "conquer the world" in the old-fashioned sense of the great empires. That meant sending in vast armies and numerous functionaries to keep order and make things work. The future world government will be the international bureaucracies, the IMF, the WTO, and so on. They set the rules. But what if a country refused to follow the rules? There needs to be a police force somewhere. So far, it is not politically feasible for NATO to bomb or invade some recalcitrant little country simply to enforce a WTO ruling. On the other hand, NATO might be able to bomb or invade countries for reasons *parallel* to non-compliance with IMF or WTO rulings.

Such parallel reasons might not be hard to find. Any country whose government would dare try to drop out of the globalization process would probably do so in response to economic strains causing severe social and political unrest. Social and political unrest amount to troubled waters, where fishing is easy. When governments of economically troubled countries face unrest, things may occur that can be described as "human rights violations". This can justify "humanitarian intervention".

The purpose of such intervention is not to force the local government to respect human rights, but rather to eliminate that government's authority to do anything at all. We are in a period where the interests of the capitalist system no longer favor "nation building". Instead, we have been seeing a process of nation deconstruction which breaks down any potential resistance to the dictates of globalizing capitalism.

The events in Yugoslavia illustrate a process of nation deconstruction that could recur, with variations of course, in other places. Several steps can be observed:

- A.** First of all, economic "reforms" weaken the state. This was definitely the case in Yugoslavia. Having fallen into the "debt trap", Yugoslavia had to follow the dictates of the IMF whose demands drastically weakened the financial and political power of the central government. In different ways, this is a standard feature of the cuts in public services imposed by IMF "structural reforms".
- B.** The weakening of the central state aggravates ethnic or regional particularisms and conflicts. This process was particularly devastating in Yugoslavia because of its multinational composition and because of the very severe conflicts during World War II, when the country was broken up by Nazi occupation, which turned the various national groups against each other. However, most existing countries are composed of different national, religious or ethnic groups. When the security provided by the modern nation-state is unattainable, people readily turn to ethnic identity, mafia "godfathers", and regressive patriarchal protection rackets. This sort of regression is a likely reaction to "globalization".
- C.** The ethnic troubles are interpreted as "human rights" problems. This interpretive framework can be influenced by lobbies adopted by the United States in particular. An emotional bias makes a political analysis of the conflict and constructive diplomatic mediation more difficult.
- D.** The diagnosed "human rights crisis" is seen as a threat to "stability" justifying military intervention. This confirms and deepens the antagonisms, creates casualties, destruction and bitterness.
- E.** The resulting chaos is turned over to an I.C. administration pretending to create "democracy" but in reality making genuine democratic development impossible.
- F.** The visible benefits of this process to anybody at all are slight indeed, but the local capacity to resist the dictates of the globalization bureaucracy and multinational corporations is decisively destroyed. Also, the demonstration of force shows once again that "there is no alternative".

6. There Is No Alternative.

The main thrust of U.S. foreign policy has been essentially the same for over a century. The gist is that the liberal capitalist model imposed by the United States is the only permissible model for future development. There can be no other. In the "New World Order", chaos has been considered preferable to the wrong kind of order. Elimination of any alternative model of economic development. is indeed the essence of "globalization". It was the prime motive for the long war against communism. Communism was never the only adversary. In a sense, it was only one form of the alternative intolerable to the United States: a government of a sovereign state which decides to limit foreign access to resources and markets in order to give priority to the social welfare of the population. Particularly in the parts of the world where its economic interests are the greatest -- Latin America and the Middle East -- the United States has intervened directly and indirectly to destroy any independent model of development: the CIA engineered the military overthrow of the bourgeois reformist government of Mossadegh in Iran in 1953 and the reformist government of Guatemala in 1954, Allende in Chile... the list is long. Castro's Cuba has managed to survive, but politically and economically weakened by forty years of economic boycott and harassment.

The United States also failed to impose an obedient regime in Vietnam. But, the destruction wrought by bombs, napalm and chemical defoliants, followed by economic sanctions and a hostile alliance with China, prevented Vietnam from possibly emerging as an attractive alternative model of development. After the semi-failure in Vietnam, a shift took place. The Carter administration sought a new virginity as champion of "human rights". But the Vietnam experience also led to abandoning "nation-building" in favor of destruction pure and simple. The great lesson of Vietnam drawn by American strategists was that it was easier to arm a guerrilla movement than to combat one, and easier to destroy an unfriendly state than to build a friendly one. The following period was marked by the use of every means possible to sabotage undesirable regimes: criminal mercenaries, drug traffickers, obscurantist religious fanatics. All were used to destroy regimes which might give hope of independent development to poor countries. Savimbi in Angola, the Contras in Nicaragua, Death Squads throughout Latin America, even Pol Pot in Cambodia benefited from more or less covert aid from the CIA while American diplomats preached the gospel of human rights to the world. The chef d'œuvre of that policy of destruction was undoubtedly the use of Islamic Mujahidins in Afghanistan to entrap and then bog down the Soviet Union in its own "Vietnam war" -- the declared goal of Carter's openly cynical adviser Zbigniew Brzezinski. Between Democrats and Republicans there is no real difference, even though Democratic presidents usually like to stress positive and ambitious goals such as "nation building" under Kennedy or "human rights" and more recently "humanitarian intervention", whereas Republicans stress defense of national interests against enemies: communists, the Evil Empire and, starting already with Reagan, the "war against terrorism" -- at the same time training, arming and subsidizing terrorists in Central America, southern Africa and Afghanistan. Gorbachev was already in power and seeking an historic compromise with the West and a way out of Afghanistan when the United States in 1986 dramatically reinforced the Mujahidin by supplying them with Stinger missiles able to shoot down Soviet planes. The only U.S. aim was to humiliate the Soviets as much as possible, abandoning Afghanistan to chaos and misery, at the mercy of obscurantist tribal warlords.

Presidents come and go but the continuity of U.S. policy is ensured by a small elite of policy-makers who remain outside party politics and outside public view. An interesting example is Morton Abramowitz, who was Carter's ambassador to Thailand before serving in the Reagan administration as Assistant Secretary of State for Intelligence and Research. More recently he has headed the Carnegie Endowment for International Peace, founded the International Crisis Group -- a main policy designer for Bosnia and Kosovo -- and currently presides the extremely influential Council on Foreign Relations. In these various positions Abramowitz helped provide Stinger missiles to the Mujahidin in 1986, provided the outlines of the future Clinton administration's policy of "humanitarian intervention" and finally championed U.S. backing for armed Albanian rebels in Kosovo. Here the relationship between Afghanistan and Kosovo emerges: in both cases, out in front there is the discourse on human rights, and in the background, drug traffickers, retrograde clan warlords and even Osama bin Laden. It is noteworthy that until the September 11 attacks, the United States had repeatedly chosen to ally with the most obscurantist fundamentalist Islam, whose center is Saudi Arabia, against nationalist secular governments. The bin Laden brand of Islamic fundamentalism is compatible with U.S. globalization in that it cares nothing for national boundaries and does not threaten to establish national governments that can serve as a progressive model of alternative development. It seems that United States leaders simply failed to take into account that their hypocrisy in allying with these fanatics was perfectly transparent to the fanatics themselves, who ended up hating the United States as much as they had hated the Soviet Union as infidel intruders. Now identified as "terrorists", they provide an excuse for the United States to intervene massively in the Middle East to ensure control of oil resources there.

Osama bin Laden belongs to the same category of enemies as the former Panama strongman Manuel Noriega: discarded assets. The war against discarded assets provides an opportunity to strike moral poses against the crimes formerly tolerated or encouraged by the U.S. in its fight against the other category of enemies: potential alternatives. In a way, Yugoslavia became an enemy *both* as a discarded asset *and* as a potential alternative. When the Soviet bloc collapsed, non-aligned Yugoslavia lost its value as a strategic asset against Moscow. United States diplomats made this clear to Belgrade. As a nominally socialist country with considerable Third World relationships thanks to its role in the non-aligned movement, Yugoslavia was a potential alternative model. I say potential, because most of the country's leadership had long since lost its socialist ideal and was scrambling to grab pieces of the spoils. However, much of the population was still attached to the socialist ideal -- especially in Serbia. Serbia was also the center of the "nation-building" tradition, forged in the struggle for liberation from the Ottoman empire, attached to the independence of a modern nation-state. Rightly or not, Yugoslavia could be seen as a potential problem which it was prudent to solve pre-emptively by breaking the country into fragments too small and weak to resist Western domination. Moreover, by championing Izetbegovic's Islamic fundamentalist party, strongly supported by Saudi Arabia, Pakistan and other Muslim countries, the United States broke the secular Yugoslav state's ties with the non-aligned movement. Perhaps the Yugoslav "threat" was an illusion. But destroying the country nevertheless provided a useful exercise for future operations.

Those who oppose unjust economic globalization cannot hope to succeed without exposing and opposing the military aggression that is already at work to devastate the planet and subjugate its populations.

